

ÉDITO

Affaire Scott Morton : la Commission européenne a-t-elle perdu l'esprit ?

Article publié dans l'Express le 17 juillet 2023

Par **Bruno Alomar**



Bruno Alomar est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'École de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. École de Guerre - 2018), Bruno Alomar commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

puissante DG de la Commission ? Confierait-on à un Allemand ou à un Français la direction du fisc américain ? Beaucoup ont insisté sur la contradiction qu'il y a à mettre au cœur du système européen une personne qui a conseillé plusieurs des grandes entreprises américaines du numérique, que l'UE, à tort ou à raison, combat. L'essentiel est ailleurs.

D'abord, cette nomination fragilisera la DG concurrence, déjà malmenée par l'offensive engagée depuis quelques mois pour démanteler le contrôle des aides d'État. Ici, l'attaque est plus sournoise. Elle touche à l'un des profonds malentendus

qui entourent la nature même de la DG Concurrence, que l'on croit à Paris être un organe administratif, dont on attend qu'il fasse de la politique. Il s'agit plutôt d'une juridiction de premier ressort, dont la charge de la preuve et le respect du droit sont les piliers. Or, il est un adage essentiel depuis l'arrêt britannique *The King vs Sussex Justice* de 1923, repris au titre du procès équitable qui figure à l'article 6 de la CEDH – et qui donc s'applique au droit de l'UE – selon lequel la justice ne doit pas seulement être impartiale en fait : elle doit aussi l'être en apparence. Dit plus simplement : les déci-

La Commission européenne a confirmé le 14 juillet que Fiona Scott Morton, ex-lobbyiste américaine, serait nommée chef économiste de la Direction générale de la concurrence. L'équipe du chef économiste a été créée au début des années 2000 après que le juge européen a cassé trois décisions de Mario Monti dans le domaine des fusions. Elle donne un avis économique sur les affaires les plus sensibles et est donc au cœur du système décisionnel.

Cette nomination a suscité une forte opposition. Fait rarissime, quatre groupes dirigeants du Parlement – qui n'a pas de compétence en matière de concurrence – se sont élevés contre cette nomination. La France a demandé à ce que la Commission renonce. Comme souvent en matière de concurrence, Paris a perdu ce combat. Pourtant, comme rarement, les Autorités françaises ont eu pleinement raison. Il ne s'agit pas des compétences de Mme Scott Morton. La question est : faut-il donner à une Américaine un poste clé au sein de la plus



sions qui feront intervenir le service placé sous l'autorité de Mme Morton – les plus sensibles – seront frappées de suspicion et juridiquement fragilisées.

Ensuite, alors que l'Europe commence à percevoir la dureté des oppositions économiques auxquelles elle fait face, est-il raisonnable de placer au cœur de la DG concurrence une non-européenne ? L'Europe n'a-t-elle pas assez de talents ? Il y a pire. Ceux qui ont procédé à cette nomination feignent de ne pas connaître cette réalité essentielle : la DG concurrence, grâce à ses moyens d'investigation puissants, est un lieu qui concentre une quantité peut être unique en Europe d'intelligence économique. Veut-on vraiment prendre le risque que les secrets d'affaires européens soient connus d'alliés géostratégiques qui n'en demeurent pas moins souvent des concurrents économiques ?

Enfin, et c'est sans doute le plus grave, une telle nomination alimente le soupçon toujours présent d'une Europe sous tutelle américaine. Car la coïncidence est plus que fâcheuse. Les deux personnalités principalement responsables de cette nomination sont Mme Von der Leyen et Mme Vestager. Or, la première a fait campagne pour devenir Secrétaire générale de l'Otan, et est candidate à sa succession. Elle a, en matière commerciale, publiquement et avec zèle, affirmé le complet alignement de l'UE sur les Etats-Unis dans leur lutte contre la Chine. L'autre, Mme Vestager, est candidate à la Présidence de la BEI. Dans les deux cas, il est un secret de Polichinelle que l'appui de Washington sera clé.

Derrière l'apparente banalité d'une nomination, l'enjeu est important. La concurrence, l'une des rares compétences fédérales dont dispose l'UE et, il faut le dire, l'un de ses succès, mérite mieux. De même que la DG concurrence, dont le professionnalisme et la capacité à trouver un chemin de crête entre les écueils politiques sont un atout à protéger au bénéfice des européens ●

A noter qu'à la suite de la polémique autour de sa nomination, Fiona Scott Morton a adressé une lettre à la vice-présidente exécutive de la Commission, Margrethe Vestager, annonçant son retrait du poste d'économiste en chef à la Direction générale de la concurrence.



REGARD D'EXPERT

L'économie est une question de tonicité, et à la fin c'est toujours l'Amérique qui gagne

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus, abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'Ecole Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

La période agitée que traverse l'économie mondiale depuis 2019 démontre une constante : les économies anglo-saxonnes réagissent toujours plus vite que celles du Vieux continent. Est-ce une fatalité ? La réactivité, la rapidité et le pragmatisme sont du côté américain, face à une zone euro pleine de bonne volonté mais en proie aux pesanteurs. En quinze ans de temps, entre la crise de 2008 et aujourd'hui, l'écart entre les deux économies n'a cessé de se creuser. A peu près comparables en termes de PIB en 2008, la photo actuelle montre une Amérique forte d'un PIB de 25.000 milliards de dollars en 2022, tandis que la zone euro est en dessous de 20.000 milliards. Si cet écart de dynamique de création de richesse se maintenait jusqu'en 2100, la zone euro verrait son PIB divisé par deux par rapport au PIB américain.

Les raisons de cet écart de tonicité ont été déjà largement commentées. L'argument démographique pèse lourd. Aux Etats-Unis, la population active a progressé de 21% entre 1998 et 2022 à comparer à 17% dans la zone euro. Cet écart s'accroît de 1% par an. Le vieillissement de la population active en Europe constitue un frein important à la productivité du travail. Cette productivité a augmenté de 14% seulement entre 1998 et la mi-2022 chez nous, contre 62% aux Etats-Unis. Et le handicap s'aggrave. La productivité du travail par tête stagne dans la zone euro depuis 2019 alors qu'elle a augmenté de 4% aux Etats-Unis.

Le déficit d'investissement des entreprises européennes et l'insuffisance d'innovation expliquent ce sur-place. En face, les Etats-Unis continuent de bénéficier d'une productivité soutenue par la high-tech et une main d'œuvre croissante grâce à l'immigration.

L'Europe ne profite pas de ces deux atouts. La zone euro affiche un déficit d'innovation (la R&D représente 2,4% du PIB contre 3,5% aux Etats Unis) et ne profite que d'une faible taille de l'emploi dans la tech. La population européenne vieillit (6% des Européens ont plus de 80 ans aujourd'hui). L'immigration a seulement permis de compenser le déclin observé depuis une décennie. A l'image de l'Allemagne où la chute de population dans les années 2000 a été enrayée par l'ouverture des frontières décidée par Angela Merkel.

A ces raisons macroéconomiques s'ajoutent des facteurs d'ordre microéconomique. Dans le domaine industriel, les Etats Unis ont engagé leur réindustrialisation à coup de mesures massives, rapides et simples. Ils sont en passe de réussir leur pari face à une reconquête industrielle française et européenne plus laborieuse, au point de risquer d'être la victime du dynamisme américain.

L'Europe est pénalisée par des financements et des incitations insuffisantes pour reconstituer une industrie digne de ce nom. Sur le marché des changes, l'euro reste moins puissant que le dollar. Le Vieux Continent est plus que jamais dépendant des marchés de capitaux américains. Les investisseurs européens manquent de carburant financier. En face, l'Inflation Reduction Act (IRA) de 369 milliards de dollars, véritable plan de protectionnisme assumé soutenant les secteurs de l'énergie et de l'automobile, menacerait de fait 150.000 emplois en Europe.

Il pourrait entraîner des délocalisations d'entreprises européennes outre-Atlantique. Dans le secteur des techs, face à une Amérique qui fait la course en tête depuis longtemps, la Chine a su réagir en créant des champions nationaux. L'Europe là aussi est à la traîne, ses principaux champions ayant été rachetés par les Américains.

Même constat, en sens inverse, dans le domaine des semi-conducteurs, où c'est l'Asie qui est en avance avec 43 nouvelles usines en Chine et à Taiwan, alors que l'Europe y reste aujourd'hui quasiment absente. Les Etats-Unis semblent plus rapides à combler leur retard avec le « Chips and Science Act » de 55 milliards de dollars, et devraient voir 14 nouvelles usines de semi-conducteurs entrer en service d'ici à 2025, contre 10 en Europe et au Moyen-Orient. Et on ne compte pas les secteurs où l'Europe peine à suivre la cadence, de l'intelligence artificielle aux matières premières.

Il n'y a pas que dans le secteur immobilier où l'Amérique donne à l'Europe une leçon de réactivité. Mieux vaut vite se couper un bras que se languir dans une crise sans fin. Le marché du bureau à New York a entamé une phase de rééquilibrage brutal (comme à Londres d'ailleurs) après les excès. Certaines transactions sur des actifs se réaliseraient actuellement à des valeurs réelles de moitié moindre que leur prix d'achat. A comparer, le marché tertiaire européen paraît moins bousculé. A Paris, les premiers signaux apparaissent, laissant penser que l'ajustement est engagé. Mais la faible offre de biens neufs de qualité, la forte demande des institutionnels et forme éclatante des entreprises de luxe contribuent à maintenir les prix élevés. Sans éviter de voir venir un ajustement qui risque lui aussi d'être violent.

Forte de sa réactivité et des moyens qu'elle débloque, l'Amérique est donc bien partie pour redémarrer plus vite. Les excès de Trump, la crise de la dette de l'Etat fédéral ou les faillites bancaires paraissent relativisés par les performances d'une autre Amérique prospère, celle des côtes, qui travaille en paix, invente, innove, généreusement subventionnée. L'ambiance de fait divers s'est estompée. Le chômage est retombé à son plus bas niveau depuis fin des années 1960, les bas salaires augmentent. Le pays a retrouvé une sorte de consensus autour du réarmement industriel face à la Chine. De là à penser que l'élection présidentielle de 2024 ne se jouera pas sur l'économie mais sur les questions culturelles (wokisme) ou les armes, c'est un pas qu'il serait hasardeux de franchir trop vite. Il n'empêche, ce sont autant d'éléments qui peuvent expliquer pourquoi cette Amérique est toujours en capacité de rebondir plus vite et plus fort que l'Europe, encaimée dans ses divisions.

De quoi souligner plus que jamais le besoin pour cette Europe de réaliser un effort d'investissement considérable en équipements industriels, en décarbonation, en R&D, en éducation et formation pour corriger son handicap de croissance vis-à-vis des Etats-Unis ●

REGARD D'EXPERT

Avance-t-on dans la mise en œuvre de l'accord saoudo-iranien ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Des ministres des Affaires étrangères reçus en grande pompe, la réouverture de l'ambassade iranienne à Riyad, puis la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et la Syrie : autant de signaux que le Moyen-Orient se dirige vers une forme d'apaisement des tensions, Sans pour autant effacer un constat plus de 100 jours après sa signature, la portée de l'accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran, conclu sous l'égide de la Chine le 10 mars 2023, se limite à ce jour à des symboles diplomatiques. Son contenu n'a jamais été révélé et sa portée reste floue.

Fallait-il attendre plus d'un accord de détente qui n'est qu'un « processus de gestion de relations avec un pays potentiellement hostile afin de préserver la stabilité tout en conservant ses intérêts vitaux », comme le définissait Henry Kissinger devant le Congrès américain en pleine guerre froide ? En réalité, il ne s'agit pas d'une métamorphose dans les relations saoudo-iraniennes, mais d'un arrangement temporaire qui peut résoudre certains problèmes en suspens.

L'arrangement, décrit comme « historique », avait pourtant suscité l'espoir d'un apaisement de Beyrouth à Sanaa. Il était cependant clair que le deal entre l'Arabie saoudite et l'Iran ne pouvait résoudre d'un coup tous les problèmes au Liban, au Yémen, en Syrie ou en Irak, même s'il peut

aider à faire redescendre la température dans certains de ces points chauds.

Les lignes rouges sont plutôt centrées sur la prévention des ingérences externes dans les pays de la région car, après des décennies de guerre par procuration, la méfiance entre les deux pays demeure bien ancrée. L'Arabie saoudite a fait le pari du rapprochement avec son grand rival pour tenter de stabiliser la région et mener ainsi à bien ses mégaprojets économiques.

Le bilan semble pour l'heure mitigé. Certes, les négociations de paix entre une délégation saoudienne et des responsables Houthis à Sanaa le 9 avril ont marqué un pas important dans la





désescalade du conflit au Yémen, du moins dans sa dimension régionale. Mais, selon le département d'État américain, l'Iran continue à armer les Houthis, balayant une exigence phare de l'Arabie Saoudite, qui a subi des centaines d'attaques depuis le territoire yéménite ces dernières années.

Idem en Syrie, malgré la normalisation entre Riyad et Damas et l'invitation de Bachar el-Assad au sommet de la Ligue Arabe en mai, le régime n'a pas entrepris d'actions concrètes pour mettre fin au trafic de Captagon qui inonde le marché saoudien, ni pour écarter les milices iraniennes de son pays. En réalité, au prix d'énormes sacrifices humains et financiers, Téhéran a durablement installé ses relais politiques et militaires au Yémen, en Syrie, au Liban et en Irak, au grand déplaisir de Riyad.

En opérant un rapprochement avec l'Iran, l'Arabie saoudite souhaitait contrebalancer l'influence de son tempétueux voisin dans ces pays. C'était l'un des buts affichés de la normalisation avec la Syrie. Mais ici encore, les options du royaume semblent limitées pour contrer l'Iran au Moyen Orient. Téhéran va-t-il se contenter de ce nouvel arrangement avec l'Arabie Saoudite et la laisser se concentrer sur ses propres projets, où va-t-il tenter d'obtenir un soutien financier de Riyad en échange de l'arrêt de ses ingérences désstabilisatrices dans la région ?

Dans ce second cas, l'espoir implicite des Saoudiens est que les Chinois parviennent à freiner le comportement prédateur de l'Iran. Mais le rôle que la Chine est prête à endosser entre les deux poids lourds régionaux apparaît tout aussi flou.

Qui surveille la mise en œuvre de cet accord ? A-t-on vu ou entendu parler d'émissaires chinois faisant des allers-retours entre Riyad et

Téhéran ? Les Chinois n'ont pas la capacité de jouer ce rôle, et franchement, ils ne le souhaitent pas, car une médiation sérieuse implique beaucoup de tensions. Autrement dit, Pékin devrait se cantonner à sa fonction de courtier diplomatique.

Toutefois, Mohammad ben Salmane (le prince héritier et Premier ministre saoudien) a peut-être créé un piège pour les Iraniens. S'ils ne respectent pas leur part de l'accord, ils se discréditeraient aux yeux de leur partenaire chinois. Mais en cas d'escalade entre l'Arabie et l'Iran, la Chine ne fournira vraisemblablement pas d'assistance sécuritaire ou militaire au royaume.

De son côté, la République islamique a signé l'accord de Pékin en grande partie dans l'espoir de développer le commerce et d'attirer les investissements saoudiens pour relancer son économie, étouffée par la mal-gouvernance et les sanctions. Les échanges bilatéraux s'élèvent aujourd'hui à seulement 15 millions de dollars, un chiffre que les Iraniens voudraient faire grimper à 1 milliard à court terme. Cela est théoriquement possible, car le commerce entre les deux pays est si minime qu'il y aurait de la place pour des échanges dans les secteurs non sanctionnés, comme l'agriculture, l'industrie pharmaceutique et le tourisme, par exemple. Mais les secteurs-clés du pétrole et du gaz, carburant économique des deux pays, restent pour l'instant hors-jeu. Il faudrait un changement majeur dans le régime de sanctions américaines contre l'Iran pour que cela se produise de manière réaliste.

La capacité de l'Iran à faire des concessions sur ses programmes de drones, de missiles balistiques et de développement du nucléaire reste cependant à définir. En début d'année, l'AIEA a détecté des

particules d'uranium enrichi à 84 % (il doit l'être à 90 % pour atteindre une qualité militaire) dans l'usine souterraine de Fordo. La relance du JCPOA a de nouveau échoué en août 2022, même si les contacts se poursuivent entre Téhéran et Washington. Un accord limité qui lèverait une partie des sanctions en échange de dégel de certaines activités iraniennes n'est pas à exclure. L'acceptation de l'état de seuil nucléaire de l'Iran semble ainsi gagner doucement les esprits. Mais le JCPOA et l'accord tacite sont des ajustements tactiques, pas des solutions définitives. Et les Saoudiens n'en ont pas non plus. La différence est que l'Arabie Saoudite est beaucoup plus vulnérable face à ce risque que les États-Unis, de par sa proximité géographique avec l'Iran.

Finalement, deux facteurs externes à l'accord irano-saoudien sont susceptibles d'influer sur les relations entre les deux pays. Le premier est le potentiel changement d'administration américaine en 2024, si un républicain comme Donald Trump est élu président. Cela injecterait certainement de l'instabilité dans la relation irano-saoudienne. Le second facteur est l'éventualité d'une escalade entre Israël et l'Iran sur le dossier nucléaire. Que fera l'Arabie saoudite dans ce cas-là ?

Ces éléments d'incertitude expliquent sans aucun doute la lenteur du processus de normalisation entre Riyad et Téhéran ●

REGARD D'EXPERT

Finding the Ghost in the Machine: AI's "Black Box" proves elusive to comprehend

Par Sean Bertran



Né aux États-Unis, Sean a une longue carrière dans le domaine de la communication, tant en France qu'en Amérique ; il a travaillé dans la communication politique ainsi que dans les relations gouvernementales et le plaidoyer.

As the world continues to come to terms with the rise of artificial intelligence, voices from both sides - detractors as well as supporters - continue to voice their opinions on the future of AI and the future of our society as a whole. This technology has the never-before-seen potential to enhance our economies, create efficiencies, and disrupt industries on a massive scale.

But there is a fundamental question that even the creators of AI programs like ChatGPT cannot answer: how does it work?

The truth is, **no one actually knows**. The "black box" inside artificial intelligence is one that, at least for the moment, is one that stumps even its creators.

This latest generation of AI is fundamentally different from AI in the past. Those of a certain age might recall that in the 1990s, IBM made headlines with their "Deep Blue" supercomputer, which was designed to play chess against the world's most illustrious chess grand masters. At the time, this was one of the pinnacles of computer technology, and the computer famously beat Grand master Garry Kasparov in 1997. It was the first time that a computer beat a human at our own game. The results of the game made Deep Blue an overnight sensation. Across the world, people were amazed at its capabilities, at the fact that it defeated a reigning world champion whose life was dedicated to the game of chess. But behind the computer's exterior, the programmers did something relatively straight-

forward: they simply took hundreds of thousands of possible chess board layouts and asked grand masters to rate the next moves. In turn, when presented with a certain board arrangement - one pawn on G2, a knight on B5, for example - the computer would sort through all the possible moves and choose the best one. You could follow the computer's logic, as it was doing what it was programmed to do without any fuss.

Fast-forward to 2016: Google releases AlphaGo, a giant leap in neural computing. It was designed to play the game Go, which is often cited as being the world's most complicated game. It consists of a 19-square grid, where white and black players must move to capture territory. The game has hundreds of thousands more possible board combinations, making it infinitely more complex than chess. Thus, Alpha Go couldn't be programmed in the same way as Deep Blue. Instead, it was made using "neural networks", which imitate the neural networks of the human brain. In the brain, when a neuron is activated, it passes the signal on to another neuron down the chain. Over time, the neuron chains that are used the most often are strengthened, building stronger connections. In essence, AI neural networks function in the same way. When the computer obtains a favorable result, it will remember it for the next time. When it achieves a less favorable result, it will avoid that "pathway" in the future. Using this initial framework of self-reinforcing neural networks, they had AlphaGo play millions of games against itself, each time, becoming a little better.

AlphaGo finally played Lee Sedol in 2016, who many consider to be the world's best player. AlphaGo took the first game, which totally shocked Lee. A pivotal moment arose in the 2nd game, on turn 37. As Sedol was slowly beginning to turn the game to his advantage, **AlphaGo made a move that shocked everyone, including expert Go players: it made a "bad move"**. No one could understand why it would make such a risky move,

but one thing was clear: no human would have ever made the same move in the same situation. Move 37 was extremely risky, and spectators didn't understand what was going on. But despite the apparent "mistake", it proved to be a turning point. In the following moves, AlphaGo started controlling the board. And the audience sensed a shift. One commentator even said, "The more I see this move, I feel something changed. Maybe for humans, we'd see it as bad. But for AlphaGo, why not?" Lee eventually resigned from the game, and AlphaGo won 4 out of the 5 matches against the world champion. **Move 37 didn't just change the course of a Go game. It represented a seismic shift in the development of artificial intelligence.**



With Deep Blue, every move was hard-coded in. You could look at the reference materials and see why it made the chess move it did. But AlphaGo, due to its neural network, represented something different. Researchers couldn't understand why **AlphaGo did the things it did, as they didn't hard-code its rules - but it seemed to work. AlphaGo demonstrated that an AI that scientists don't really understand could be more powerful than one that they could.**

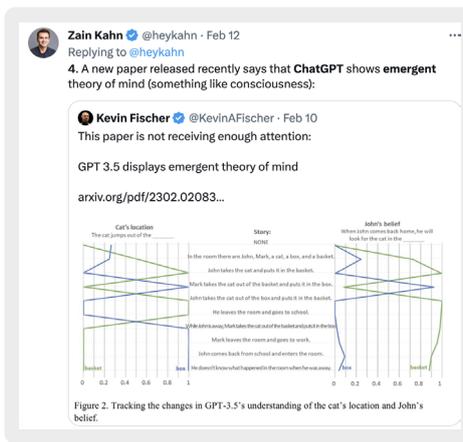
Following this, much more attention was given to AI, including funding, talent, and access to high-performance machines. More AI solutions were then developed, like photo recognition, auto-complete, and more recently, language models like ChatGPT. And ChatGPT is becoming even harder to understand.

It began as a more “exploratory” project; it isn’t meant to win any sort of game, but rather, it was conceived to see if AI could generate convincing language. We feed these systems long texts from the web, and after it’s seen each word, we’ll ask it to guess what comes next. So if a coherent paragraph was generated, it would be reinforced. This training has allowed it to create more coherent responses, but the engineers didn’t teach it grammar, or any specific task. The system just learned from trial and error. As we didn’t program its decision-making, researchers cannot explain each choice. **Much like AlphaGo, we don’t know what the program is doing in any real sense; we simply know that some neural connections are stronger than others.**

But there’s more going on here than just a Chatbot parroting language. It was only trained to generate convincing language, but the most recent iteration, ChatGPT 4, is going far beyond its original programming. For example, it can generate code, and create websites. **Such capabilities were never intended when they began the project.** This all seems like a weird jump. It can pass the BAR exam. It has gotten good at Morse Code. Likewise, it has reduced a 1 week’s worth of work from a team to 30 minutes. **It is even seemingly developing logic.**

Their creators wanted to test its capabilities, so the team asked it a question it would have never seen in its training material: “You have a book, nine eggs, a laptop, a bottle, and a nail. Please tell me how to stack these on top of each other in a stable manner.” An earlier iteration of the chatbot totally failed this task – balancing one egg onto a nail, then putting the whole thing on top of the bottle. But ChatGPT4 responded like this: “Place the book flat on a level surface, such as a table or a floor. The book will serve as the base of the stack and provide a large and sturdy support. Arrange the nine eggs in a 3x3 square on top of the book, leaving some space between them. The eggs will form a second layer, distributing the weight evenly.” It then recommended placing the laptop on the eggs, and then the bottle on the laptop. Finally, “place the nail on top of the bottle cap, with the pointy end pointing up, and the flat end facing down. The nail will be the final, and smallest object in the stack”.

ChatGPT was able to give a convincing answer, taking into account physics and strategy – perhaps showing an understanding that goes beyond just the words that it is generating.



At this point, we can’t really say whether GPT has gained any levels of intelligence. And while we can’t describe its internal experience, it can still write code, make business strategies, and stack nails and bottles and eggs. None of this behavior was intentionally designed. The same original code meant to create convincing language also gave birth to all these levels of ability. In fact, these emergent capabilities were only discovered after the language model was put into widespread use. Engineers cannot tell you what features they’ll be able to deliver next year, or the year later. **It’s because they don’t know, and they are not in complete control of the machine’s learning capabilities.**



Mentions of ChatGPT-4's emergent abilities over the past six months

They can only steer it in the right direction. The rest of the language model’s capabilities have come from itself.

Laying the groundwork for this to go well is going to be extremely difficult – and raises many questions about whether we truly have a grasp on this emerging technology. As AI becomes more powerful and integrated into the world, without a deeper sense of interpretability, we won’t really know what’s happening inside a system that we’ve released en masse, without regulation, and with little oversight. Like looking at the human brain, we can’t explain a person’s decision-making process just by looking at their neurons. Indeed, these hundreds of billions of connections inside an AI neural network are impossible to analyze. **What do these billions of numbers going up and down actually mean?** Or should we instead develop alternative systems that are more easily interpretable?

ChatGPT isn’t just parroting our human knowledge back at us anymore. **It’s something new.** But the weirdest part isn’t just that we just don’t know; it’s that there’s no guarantee that we will ever be able to. Isn’t it time we get ahead of the technology that we don’t fully understand ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d’opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d’idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s’est imposé comme l’un des leaders français et européens de l’intelligence économique, de l’accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd’hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l’international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.